

DÉCODER LE MONDE

CHAQUE MOIS, UN SUJET LIÉ À L'ACTUALITÉ DES DROITS HUMAINS OU À L'ÉVOLUTION DE NOS SOCIÉTÉS, À DISCUTER DANS VOTRE GROUPE AMNESTY.

DÉCEMBRE 2021

Qu'est-ce que le « wokisme » ? Substantif dérivé de *woke*, mot argotique pour *awake* (éveillé), il signifie être éveillé aux discriminations. Être woke, c'est être conscientisé, vigilant, engagé. Dans un discours de juin 1965, Martin Luther King exhortait les étudiants de l'université Oberlin (dans l'Ohio) à rester « *éveillés* » « *pendant la grande révolution* » et à « *être une génération engagée* ».

Mais, depuis son utilisation initiale, le terme s'est progressivement transformé pour devenir une expression « fourre-tout » utilisée pour dénigrer les idées progressistes. « Wokisme », « anti-wokisme », de quoi parle-t-on ?

N'hésitez pas à en discuter lors d'une réunion de votre groupe Amnesty : le temps de réunion consacré à *DcoD le monde* est une excellente occasion d'échanger vos points de vue et de vous enrichir de ceux des autres.

Une idée d'article pour un prochain DcoD le monde ? Envie qu'on y aborde telle thématique ?

Adressez propositions et requêtes à acaudron@amnesty.be.

L'ANTI-WOKISME, OU L'UNIVERSALISME DES DOMINANTS

Par Henri Goldman

Avec « **islamo-gauchisme** », j'avais déjà du mal mais, au moins, je comprenais l'idée. J'avais donc fini par ranger ce subtil néologisme au rayon du folklore sémantique, à côté du « judéo-bolchévisme » des nazis et de l'« hitléro-trotskyisme » des staliniens qui ornaient déjà ma cheminée.

Mais avec le « wokisme », il m'a fallu plus de temps. D'où sortait cette bête curieuse à l'[étymologie incertaine](#) ? «Woke» n'est devenu péjoratif aux États-Unis qu'en suivant l'interprétation de [Tucker Carlson](#), animateur vedette de Fox News, le moniteur de la droite la plus conservatrice, pour qui il est synonyme de *race obsession*. Mais c'est en France que ce terme, pourtant toujours inconnu du grand public, s'est mis à enfler au point de devenir incontournable dans les amuse-gueules du petit milieu parisien branché. Le « wokisme », dont personne ne se réclame, est vitupéré par un large arc politique et médiatique qui va d'Eric Zemmour et Marine Le Pen à Anne Hidalgo, candidate socialiste à la présidence de la République, en passant par Jean-Michel Blanquer, ministre macronien de l'Intérieur. Et, bien sûr, on y retrouve les figures majeures de la bien-pensance hexagonale : [Caroline Fourest](#), [Bernard-Henri Levy](#), [Richard Malka](#) (l'avocat de Charlie), [Luc Ferry](#), [Pascal Bruckner](#), [Michel Onfray](#) et autres [Alain Finkielkraut](#), tandis que [Le Figaro](#), [Causeur](#), [Valeurs actuelles](#) et [Marianne](#) se sont profondément engagés dans cette croisade. Tout un petit monde de bavards qui s'épanche à longueur de médias parce que «*on ne peut plus rien dire*». Pauvres choux.

Dans le collimateur : les prétendus « woke » que leurs adversaires désignent comme des obsédés de l'identité qui s'échineraient à donner une voix aux groupes dominés – en vrac : les femmes, les musulman-es, les Noir-es, les LGBTQI+, les personnes en situation de handicap ou issues de l'immigration... – et sont pour cette raison accusés de vouloir fragmenter la société en une myriade de groupes étanches les uns aux autres. À l'inverse, les « anti-wokistes » se présentent comme des fervents partisans de l'universalisme : vu qu'il n'y a qu'une espèce humaine, toutes les différences (de genre, d'origine, de religion, d'état de santé ou de condition sociale) qui distinguent entre eux les êtres humains ne devraient jamais être prises en considération dans le débat public. Il n'y a qu'une seule identité collective légitime : celle de la Nation majuscule et indifférenciée. Entre elle et les individus atomisés qui la composent et qui ne doivent s'en prendre qu'à eux-mêmes pour leurs échecs ou leurs réussites (« *Quand on veut, on peut* »), c'est comme s'il n'y avait rien.

Il y a sûrement matière à débat, y compris au sein du camp des « woke » où je me retrouve enrégimenté. Par exemple, je ne suis pas très à l'aise avec les notions de « racisme d'État » et de « privilège blanc » [\[1\]](#). Mais ce sont des nuances secondaires qui n'entament pas une large plage d'accord autour de deux axes principaux.

Axe 1 : je conteste la prétention à l'universalisme de ceux et celles qui s'en revendiquent bruyamment et qui sont très majoritairement des personnes issues du groupe dominant. Pour ma part, je n'ai pas attendu le prétendu « wokisme » pour m'interroger, chaque fois que j'émettais une parole publique, sur le lieu d'où je parlais [\[2\]](#). Je n'ai vraiment rien d'un marxiste idolâtre, mais j'adhère totalement à ce constat que « c'est l'existence sociale qui détermine la conscience ». Nous ne sommes pas de purs esprits et il faut une fameuse dose de prétention pour croire qu'on peut échapper facilement au conditionnement de son milieu. Ça ne veut pas dire qu'il est impossible de s'en détacher : il y a toujours eu des transfuges des groupes dominants qui se sont investis dans les luttes d'émancipation des groupes dominés. Mais cela demande un fameux travail sur soi-même, souvent tributaire de circonstances exceptionnelles, pour arriver à agir contre ses intérêts, et cela n'autorise pas à parler d'autorité à la place des autres. Cette prétention des élites françaises à incarner un universalisme dont on rigole sur les 4/5e de la planète n'est que le faux-nez d'un communautarisme majoritaire aveugle aux phénomènes de domination. Je reste perplexe devant cette ruse de l'histoire par laquelle trois notions – la république, la laïcité et l'universalisme –, qui furent historiquement associées aux luttes d'émancipation, sont aujourd'hui récupérées en France par la pensée la plus conservatrice.

Axe 2 : je conteste que l'expression collective des groupes dominés tourne le dos au seul universalisme que je connaisse : l'universalisme des droits humains. Cette expression collective en est même une condition nécessaire, comme l'organisation collective des travailleurs l'a déjà amplement démontré. Car l'égalité en droit et en dignité, cette aspiration inscrite à l'article 1er de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, n'est jamais donnée. On ne s'en rapprochera que si les personnes à qui on dénie cette égalité s'organisent pour la conquérir, sans s'en remettre à la générosité des dominants.

Ce n'est pas cette démarche qui fracture la société en groupes concurrents : la société est déjà fracturée dans une hiérarchie de groupes qui se partagent très inégalement les divers capitaux matériels et symboliques. Elle n'est

apaisée en apparence que si les subalternes acceptent docilement de rester à leur place. Finalement, le seul message que les anti-wokistes leur adressent tient en deux mots : « Taisez-vous ! ».

[1] L'expression « racisme d'État » me semble ambiguë car elle amalgame des États dont les fondements racistes sont explicites et assumés – comme l'Afrique du Sud de l'apartheid et l'État d'Israël aujourd'hui – et d'autres États dont certains appareils, comme la police, ont des pratiques racistes mais non assumées comme telles. Dans ce dernier cas, je préfère parler de « racisme institutionnel ». Quant au « privilège blanc », il détourne le mot privilège de son sens. Ce qu'on nomme ici « privilège » n'est pas un traitement de faveur, mais le seul fait de ne pas subir un traitement discriminatoire. De tels « privilèges » ne devraient pas être abolis, mais au contraire étendus à toute la population.
